

Plusieurs institutions, notamment le Conseil canadien pour les Amériques, la Chambre de commerce Canada-Brésil et la Fondation canadienne pour les Amériques, précédemment nommée, s'efforcent actuellement de répondre au besoin qu'il y a de coordonner plus efficacement l'intérêt public en Amérique latine et dans les Caraïbes. La question se pose de savoir si une fondation-cadre permettrait d'utiliser plus efficacement les fonds limités du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et du secteur privé actuellement affectés à la promotion de relations plus étroites avec l'Amérique Latine. Il y aurait lieu d'examiner les intérêts éventuels des provinces et du secteur privé en la matière.

4.10 Intensifier les contacts par l'entremise de canaux multilatéraux

Il faudrait chercher à intensifier le dialogue avec les pays latino-américains au sein d'organismes multilatéraux. Nous devrions par exemple nous enquérir d'une manière plus systématique des vues du groupe latino-américain aux Nations Unies et coordonner nos positions avec les Latino-Américains quand la chose est indiquée. Notre décision d'adhérer à l'OEA comme membre à part entière a été saluée avec enthousiasme par tous les autres membres de l'organisation et nos prestations au sein de l'OEA ont substantiellement rehaussé notre position dans la région. Nous devrions continuer à user de notre influence auprès des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour promouvoir des réformes institutionnelles tant dans les organismes des Nations Unies qu'à l'OEA.

a) Établissement d'institutions à l'OEA

L'OEA est d'une importance capitale pour notre politique à l'égard de l'hémisphère. C'est un lieu où nos efforts et la volonté de l'Organisation de se modifier progressivement ont dépassé nos modestes attentes initiales, fait par trop rare. De plus, le travail du Canada au sein de l'OEA a suscité des commentaires favorables des médias, du public et d'autres groupes intéressés. L'OEA est un lieu de rencontre et de discussion, et — plus que par le passé — un lieu d'action (témoin son utilité lors de la crise haïtienne). L'issue de la situation cubaine sera un autre test de la capacité de l'OEA comme instance multilatérale dans les Amériques. L'Organisation est un excellent endroit pour promouvoir nos politiques sur la bonne administration gouvernementale, les droits de la personne et la démocratie (comme ce fut le cas avec la création de l'Unité pour la promotion de la démocratie, fruit d'une proposition canadienne appuyée par une dotation d'un million de dollars sur deux ans). Pour manifester encore plus le sérieux de notre engagement envers l'OEA, nous pourrions offrir, peut-être dès 1996, d'être l'hôte de l'Assemblée générale annuelle de l'Organisation (le Canada recevra la conférence au sommet du Groupe des Sept en 1995).